

Questionnaire : “Paroles étudiantes sur les violences sexuelles et sexistes”

Observatoire Etudiant des Violences Sexuelles et Sexistes dans l’Enseignement Supérieur
Association loi 1901

Nous observons depuis quelques années une **plus grande liberté de parole sur le sujet des violences sexuelles et sexistes**. Ce mouvement a évidemment impacté le monde étudiant comme en témoigne de nombreux articles de presse récents. Toutefois, **il est vraisemblable que les éléments communiqués dans les médias ne traduisent qu’une réalité partielle des problématiques vécues par les étudiants dans leur quotidien**.

En effet, une récente étude de l’INED (*A. Lebugle et al. 2018. Les violences subies dans le cadre des études universitaires, Paris, INED*) montre que chaque année, 1 femme sur 20 âgée de 20 à 34 ans subit une agression sexuelle. En appliquant ces statistiques aux établissements d’enseignement supérieur, on peut estimer qu’une université de 30.000 étudiants.e.s devrait signaler près de 750 cas d’agressions envers des étudiantes chaque année.

Conscient d’une sous-déclaration probable des cas, pour laquelle de multiples causes peuvent être proposées, un collectif d’étudiant.e.s a pris l’initiative de proposer aux étudiant.e.s qui le souhaitent de répondre à un questionnaire anonyme, en ligne.

Lien vers le questionnaire : <https://forms.gle/LQAH7NVWJQRUX6698>

Ce questionnaire ne demande pas à l’étudiant de préciser le nom de son établissement mais uniquement le type de formation qu’il suit.

Le questionnaire que nous diffuserons **en fin d’année universitaire** est **un questionnaire exploratoire** qui interroge un nombre vaste d’étudiant.e.s et d’anciens.ennes élèves. **L’association souhaite diffuser chaque année ce type de questionnaire, en en faisant évoluer les contours.**

Cette enquête n’a aucune ambition sociologique ni statistique et s’associe pleinement aux travaux déjà publiés. Elle propose une approche originale et complémentaire, dont l’objectif est de favoriser l’appropriation de la notion de violence sexuelle ou sexiste par les étudiants.

Il s’agit ainsi :

1. De montrer aux étudiant.e.s qu’ils.elles sont écouté.es et de promouvoir une réflexion collective.
2. De sensibiliser la communauté étudiante à l’ampleur du problème.
3. D’obtenir des informations et des suggestions qui permettent d’affiner les initiatives de lutte contre ces violences à travers une réponse adaptée à la demande des étudiant.e.s.

I. Constats sur les violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur

Cette enquête s'inscrit pleinement dans les préoccupations exprimées par la campagne « Stop aux Violences Sexistes et Sexuelles dans l'Enseignement Supérieur » (<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid127988/stop-aux-violences-sexistes-et-sexuelles-dans-l-enseignement-superieur.html>), à savoir :

- Informer le public universitaire sur les violences sexistes et sexuelles qui peuvent exister au sein des établissements d'enseignement supérieur.
- Favoriser la prise de conscience et le changement des comportements.
- Mobiliser les acteurs et accompagner les victimes.

A. Motivée par des étudiant.e.s, cette enquête s'inscrit en complément de démarches engagées à dans plusieurs études ou dispositifs récents :

- **Une initiative venant des Instituts d'Etudes Politiques (IEP - 2019)** intitulée "[paye ton IEP](#)" a été diffusée sur Facebook : un Google Form propose deux questions "De quel IEP venez-vous ?" et "Votre témoignage". L'objectif de ce questionnaire est avant tout d'obtenir des anecdotes et des témoignages qui seront diffusés secondairement sur les réseaux sociaux pour souligner l'existence de violences sexuelles au sein des IEP.
- Le Dr. Line Zou Al Guyna a publié une [thèse de médecine](#) fin 2018 portant sur les violences sexuelles subies par les externes d'Ile de France (**Zou al Guyna, L. 2018. *Violences sexuelles au cours des études de médecine : Enquête de prévalence chez les externes d'Ile-de-France. Thèse de Doctorat de médecine. Université Pars-Diderot***) Les résultats sont alarmants comme le souligne un article récent du [Quotidien du médecin](#) puisque "Trente pour cent de l'ensemble des externes franciliens (dont 38,5 % des étudiantes) ont vécu au moins une situation de violence sexuelle."
- **Virage-Universités (Amandine Lebugle et al. 2018. *Les violences subies dans le cadre des études universitaires, Paris, INED, Document de travail, 245*) :**
Cette étude de référence constitue un excellent socle statistique et socio-démographique. Elle exploite les résultats d'une enquête soumise aux étudiant.e.s inscrit.e.s dans 4 universités : Panthéon Sorbonne, Paris Diderot, Strasbourg, Bretagne Occidentale. Les résultats de l'enquête indiquent notamment qu'un tiers des femmes et un quart des hommes

ont déclaré au moins un fait de violence. Les auteurs soulignent une réelle difficulté des étudiants à s'associer à ce type de démarche : plus de 92% d'entre eux, malgré des relances et un fort soutien institutionnel ne se sont pas connectés sur le site de l'enquête et seulement 4,4% des femmes et 2,7% des hommes ont répondu au questionnaire dans son intégralité.

■ **Association Femmes Ingénieures (*Résultats d'une étude sociologique sur les conditions d'études des filles en école d'ingénieurs, réalisée à partir d'un sondage lancé par l'Association Femmes ingénieurs en 2016. Publication des résultats 2017*) :**

Cette enquête a été conduite sur 1554 élèves issus d'écoles d'ingénieurs (920 filles et 634 garçons de plus de 90 établissements français) au printemps 2016. Les auteurs soulignent dans leurs conclusions que si les étudiants n'observent que rarement des propos sexistes de la part des enseignants et de l'administration, il existe « *une banalisation alarmante du sexisme entre élèves [violences verbales sexistes et sexuelles]* ». Il existerait par ailleurs un tabou et un silence sur les agressions sexuelles :

- 10% des filles déclarent avoir été victimes d'une agression sexuelle sur le campus
- 5,7% ont déclaré avoir été victime d'une agression sexuelle ou d'un viol
- 23% des filles victimes de violences sexuelles ou sexistes n'en ont parlé à personne.

Cette enquête confirme enfin que les représentations sur la sexualité et les violences sexuelles sont encore très sexistes. Certains de ces constats semblent directement associés au niveau de mixité des établissements.

■ **CLASHES (collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur)** propose sur son site une section « témoignage » dans laquelle les étudiant.e.s victimes de violences sexuelles peuvent laisser un commentaire. Ce dispositif contribue à la caractérisation des violences, à la libération de la parole et à une meilleure appréhension des contextes dans lesquelles elles surviennent.

B. Spécificités de l'enquête

Le dispositif est inédit et ne vient pas contrecarrer les dispositifs en place. Il vise au contraire à relayer une préoccupation sociétale dont différents acteurs politiques, institutionnels, académiques se sont déjà saisis.

- **Initiative étudiante à destination des étudiant.e.s et anciens.ennes étudiant.e.s**

Même si la méthode choisie a été conçue et validée par un groupe de travail inter-professionnels, cette enquête reste avant toute chose une initiative étudiante. En testant ce questionnaire pendant sa conception auprès d'étudiant.e.s, il est apparu que ces dernier.e.s sont en général beaucoup plus favorables à l'idée de s'exprimer dans des questionnaires créés par des étudiant.e.s. (en regard d'études institutionnelles ou pilotées par les établissements).

Dans le cadre de cette première étude exploratoire, nous interrogeons non seulement des étudiant.e.s, mais également les anciens étudiant.e.s dont on peut espérer qu'ils.elles aient plus de recul sur des situations qu'ils.elles ont vécu durant leurs études supérieures. Ils.elles peuvent également, en raison de leur expérience, apporter un éclairage différent sur les solutions qui pourraient être mises en place.

- **Originalité du mode de diffusion**

Le questionnaire sera diffusé via les réseaux sociaux, les mailings listes et autres médias privilégiés par les étudiant.e.s. De fait, l'enquête vise à toucher un large spectre d'établissements.

L'objectif de ce mode de diffusion est de surmonter le taux de participation faible rapporté par l'enquête VIRAGE malgré le déploiement de moyens importants.

Le temps de réponse du questionnaire a l'avantage d'être très court (environ 4 minutes), ce qui permet notamment de recueillir l'avis d'étudiants qui pourraient se sentir moins concernés par le sujet au premier abord.

- **Une enquête qui souhaite toucher tou.t.e.s les étudiant.e.s, pas uniquement les victimes**

L'enquête interroge tous.tes les étudiant.e.s et pas uniquement les victimes car la prévention est une démarche collective. Cet objectif est rappelé à tous les niveaux de communication et certaines questions de l'enquête portent uniquement sur des points de sensibilisation.

II. Objectifs de cette démarche

1. Sensibiliser plus largement le monde étudiant

- Cette enquête vise - par sa diffusion d'étudiant.es à étudiant.es - à animer des débats en levant certains tabous ou en révélant une mauvaise connaissance des violences et de leur signalement.
- Elle souhaite atteindre tous les types d'établissement d'enseignement supérieur en s'appuyant sur les médias utilisés par les étudiant.e.s (réseaux sociaux notamment) propices à la viralité des objets numériques.
- Les données seront restituées sur une page dédiée.
- Le questionnaire, léger, est fait *par des étudiant.e.s pour des étudiant.e.s*. Il garantit l'anonymat requis pour créer une relation de confiance (de l'étudiant.e et des établissements).

2. Évaluer le degré d'appropriation/ de connaissance des notions concernant les violences sexuelles ou sexistes par le monde étudiant

- Le questionnaire propose aux étudiants de qualifier plusieurs situations. L'objectif est d'évaluer l'appropriation des notions clés par les étudiant.e.s dans les universités (cible de l'enquête « virage-universités ») mais également dans les écoles (enquête 2017). Sont-ils/elles en mesure d'identifier les cas de harcèlement, d'agression sexuelle, de viol, et donc de les dénoncer ?
- Est-ce que les faits sont identifiés comme des violences sexuelles par les protagonistes, par les témoins ?
- Sont-ils signalés ? Si non, pour quelles raisons ?

3. Identifier des situations propices aux faits de violence

- Lieux des violences (sur les campus, hors des campus mais en relation avec le statut étudiant).
- Contexte des violences (lors des études, à l'occasion d'évènements festifs, effets de groupe, consommation d'alcools, de drogues etc.)
- Identification des auteurs des faits évoqués par les étudiant.e.s (le type d'auteur : étudiant.e / professeur.e / autres)

4. Écouter, recueillir des propositions des étudiants dans le cadre de questions ouvertes

- Quels sont les dispositifs déjà existants dont les étudiant.e.s sont satisfait.e.s ? Quelles sont les limites de ces dispositifs et quels seraient ceux que les étudiant.e.s souhaiteraient voir mis en place pour mieux connaître, mieux identifier, mieux signaler les faits de violence sexuelle ?

- Travailler de façon collaborative avec les acteurs politiques, institutionnels, les associations et les victimes pour promouvoir les propositions des étudiant.e.s en faveur de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.
- Communication de ces propositions aux chargé.e.s de mission des établissements d'enseignement supérieur.

III. Méthodes et outils

Les questions ont été élaborées au sein d'un groupe de travail réunissant étudiant.e.s, spécialistes et personnalités extérieures non-spécialistes (voir la liste des membres à la fin du document).

- Méthode de rédaction

L'enquête s'appuie sur des critères quantitatifs et qualitatifs, choisis autour de plusieurs axes:

1. Typologie du répondant :

Sont demandés le genre, le niveau d'étude actuel et le type de formation.

L'âge n'est pas demandé car il a semblé moins pertinent que le niveau d'étude (licence, master, doctorat, ancien élève) dans lequel les rapports étudiant.e.s-étudiant.e.s ou étudiant.e.s-professeurs.e.s sont notablement différents.

Il a semblé préférable d'identifier le type de formation et le type d'établissement de façon non nominative afin de respecter le fait que certains d'entre eux ne souhaitent pas être associés à cette initiative, non-institutionnelle.

2. Analyse de situations :

Il est proposé aux étudiant.e.s d'analyser différentes situations de harcèlement moral, sexuel et de viol. Cette section vise à évaluer le degré d'appropriation des notions de violences sexuelles et sexistes par les répondant.e.s

L'objectif est double :

- Evaluer la capacité des étudiant.e.s à identifier des situations dans laquelle il serait légitime de porter plainte, et de caractériser le motif de la plainte.
- Evaluer la capacité des étudiant.e.s ni victimes ni témoins à reconnaître les violences sexuelles et sexistes et à les qualifier avec justesse.

3. Caractériser le contexte et les facteurs qui s'associent le plus fréquemment aux violences sexuelles et sexistes :

Il s'agit ici d'identifier des facteurs (lieux, contextes, environnement, etc...) qui favorisent ou accompagnent les violences sexuelles. Une question avec réponse

libre a été choisie pour permettre d'identifier les facteurs proposés par les étudiants implicitement ou explicitement.

Cette réponse libre est associée à une question avec réponse guidée dans laquelle les répondants doivent choisir parmi 4 causes de violences sexuelles et sexistes.

4. Expérience personnelle du répondant :

La présentation de cette question a été longuement réfléchie. En effet, il s'agit de savoir si le/la répondant.e a lui-même été victime ou témoin de violences sexuelles. L'enquête s'intéresse ici à l'origine de ces violences et à leur contexte. La réponse en "grille" est apparue plus adaptée. Une liste de violences sexuelles et sexistes est proposée, que le/la répondant.e peut documenter en fonction de chaque type d'actes et de son occurrence. Une case "je ne sais pas" est proposée car certains étudiant.e.s ne sont parfois pas en capacité de mettre des mots sur ce qu'ils.elles ont vécu d'après les experts qui ont été consultés.

Par la suite, le répondant est invité à répondre sur son expérience : quelles conséquences a-t-il.elle identifiées ? A qui en a-t-il.elle parlé ? Comment l'a-t-il.elle exprimé ? A-t-il.elle signalé ce fait de violence auprès de son établissement ? d'un commissariat de police ?

L'objectif ici est de comprendre dans quelles mesures et pourquoi les étudiant.e.s semblent réticent.e.s à parler des faits dont ils.elles ont été victimes.

Cette question est associée à une interrogation portant sur les dispositifs connus du répondant au sein de son établissement.

5. Actions à mener

La dernière partie est consacrée aux différentes actions à mener. L'objectif est de comprendre quelles sont les structures, les démarches, les actions de communication que les étudiant.e.s estiment comme les plus utiles pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes.

o Méthode de diffusion

1. Privilégier une double communication :

L'association a d'abord fait le choix d'informer un large spectre d'établissements de cette initiative. Il s'agissait notamment de démontrer que la démarche engagée est apolitique et qu'elle vise à mettre en place un dialogue entre l'ensemble des acteurs institutionnels et les étudiant.e.s, propice à la relation de confiance qui est un préliminaire indispensable à la libération de la parole étudiante. L'association souhaite également, en travaillant avec les établissements, souligner que le traitement de cette question collective ne peut se faire que dans un échange réciproque entre et avec l'ensemble de la

communauté étudiante (non réduite aux associations féministes ou politiques) et les acteurs institutionnels.

L'envoi du questionnaire via les canaux de communication utilisés par les étudiants (avec l'idée maîtresse d'une action menée *par les étudiant.e.s pour les étudiant.e.s*) reste le moteur central de la démarche. Cette communication se fera au travers des Boucles de promo, communautés étudiantes, pages Facebook, LinkedIn, Twitter...

Il est essentiel que les étudiant.e.s, en rediffusant le questionnaire, s'approprient davantage les thématiques qu'il interroge.

2. Accès public du questionnaire et durée de publication :

Le questionnaire est en accès public pour plusieurs raisons :

Les étudiant.e.s, indépendamment de leur établissement de rattachement, doivent pouvoir y participer.

Les étudiant.e.s n'ont jamais à utiliser leur adresse mail personnel ou adresse mail d'école pour y accéder ; ce qui serait contradictoire avec l'anonymat promis par le sondage.

Le premier questionnaire, dans sa version définitive, sera clos avant la rentrée 2019 pour interroger de préférence les étudiant.e.s de l'année universitaire 2018-19, qui se termine en juin le plus souvent.

3. Outils et fiche d'accompagnement à la diffusion :

Lien vers le site internet : <https://observatoire-vsés.com>

Lien du questionnaire en Français : <https://forms.gle/pSouub54q2jdv2pJA>

Lien du questionnaire en Anglais : <https://forms.gle/DW74DhCcQiJaf73o9>

Lien de la page Facebook: <https://www.facebook.com/observatoire.vsses>

Nous avons également rédigé un document d'accompagnement à la diffusion du questionnaire (voir Annexe 1).

IV Résultats

o Le format Google Form

Le format Google Form a été choisi pour plusieurs raisons:

- C'est un format simple d'utilisation
- C'est un format auquel les étudiant.e.s sont habitué.e.s
- C'est un format très sécurisé. L'ensemble des données recueillies dans google form sont cryptées, seuls les administrateurs peuvent y accéder (et les agences de services américains dans le cas d'une enquête ouverte)
- Google Form permet d'accéder en temps réel à la fois aux données brutes sous forme de tableur Excel et aux données traitées et mise en forme

sous forme de tableaux, graphiques et diagrammes circulaires, très visuels donc facilement compréhensibles.

- Analyse des données

Un des consultants ayant travaillé sur l'analyse des contributions libres du Grand Débat National a accepté de nous accompagner bénévolement dans l'analyse des données. Il signera, comme l'ensemble des personnes qui auront accès aux données brutes pour leur analyse, une charte de confidentialité.

Les résultats commentés seront publiés dans un rapport mis en ligne sur le site de l'association. Ce rapport anonymisera **le nom des établissements s'il advenait que ceux-ci soient cités par le.la répondant.e. Les résultats seront confrontés et mis en perspectives avec les données publiées.**

- Confidentialité des données et des résultats

- Confidentialité pour les étudiant.e.s

Le Google form a été paramétré afin que l'adresse email du ou de la répondant.e ne soit pas enregistrée et qu'elle ne lui soit même pas demandée pour accéder au questionnaire. Il s'agit ici d'assurer aux étudiant.e.s qu'aucune information ne permet de les identifier (ce qui les incite par ailleurs à répondre en confiance). Par ailleurs, tout questionnaire citant un nom propre sera éliminé, ce qui sera clairement spécifié en en-tête du questionnaire.

- Confidentialité pour les établissements

Un accord de confidentialité sera signé par chaque membre de l'association qui aura – dans le cadre de cette enquête – travaillé sur les données recueillies.

- Comités

L'association est composée d'un bureau réduit qui définit les grandes orientations du projet. Il est possible d'adhérer gratuitement à l'association afin de devenir un membre actif de cette dernière.

Deux comités ont été créés :

- **Un comité d'experts** (regroupant les personnes apportant une expertise métier au projet).
- **Un comité de soutien**, réunissant des personnes physiques et morales qui soutiennent ce projet.

Ces deux comités sont encore en constitution.

Liste des personnes ayant participé au groupe de travail sur l'élaboration et la relecture du questionnaire.

- Laure Lelasseux, étudiante en doctorat à HEC Paris.
Ancienne étudiante de l'Université Paris 2 Panthéon Assas et de l'Essec.
- Iris Maréchal, étudiante en double Master HEC Paris-Sciences Po Paris.
Ancienne étudiante du double cursus UPMC (Licence de mathématiques)-Sciences Po Paris.
- Lorelei Pellerin et Léa Vitoux, étudiantes à HEC Paris.
- Victor Fritz, étudiant à l'Université Paris DAUPHINE.
- Jennifer Vincent, infirmière à HEC Paris
- Gilles Proriol, consultant chez Cognito Consulting et analyste des contributions libres du Grand Débat National
- David Gourion, psychiatre à HEC Paris
- Arnaud Vendeur, doctorant en sociologie à Sciences Po Paris
- Frédéric Voirin, directeur de la communication du Student Affairs de HEC Paris

- **Charte de Confidentialité des données traitées:**

Les présents signataires garantissent aux institutions et établissements dont le nom apparaîtrait sur les fiches réponses obtenues à la suite du questionnaire de ne pas les mentionner.

L'analyse et le rapport publié sur le site internet ne mentionneront pas le nom des établissements.

L'ensemble des données récoltées sont anonymes et confidentielles.

Fait à Paris, Le 25 mai 2019,

Annexe 1 : Texte accompagnant la publication des sondages

⇒ Version Française


// QUESTIONNAIRE //


Bonjour à toutes et à tous,

L'Observatoire Etudiant des Violences Sexuelles et Sexistes dans l'Enseignement Supérieur a pour objectif d'établir un état des lieux des violences que les étudiants rencontrent durant leurs études supérieures.

Pour cela, l'association souhaite diffuser un questionnaire très rapide dans un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur. L'avis de chacun nous intéresse : étudiantes, étudiants, professeurs ou professeuses. Pour accéder au sondage, cliquez ci-dessous :

 <https://forms.gle/UHH7uo4v8EnuNwVy8>

 Attention, il n'est pas nécessaire d'avoir été victime de violences sexuelles ou sexistes pour y participer.


 N'hésitez pas à diffuser ce questionnaire autour de vous !


Version Anglaise :

// SURVEY //

The *Observatoire Etudiant des Violences Sexuelles et Sexistes dans l'Enseignement Supérieur* aims at assessing sexual abuses and sexism that students may encounter during their studies. We are interested in everyone's opinion (students & professors).

This survey will be administered in a large panel of schools and universities. The raw data will be analyzed and published on the association's website.

 It is not necessary to have suffered any kind of abuses to participate to the survey.

 You can contribute by diffusing the survey in your network.

 <https://forms.gle/BbwsK4fvmwEf1LtM8>